

LES VEILLÉES

PÈRE BONSENS.

VOL. I.

DE TOUT UN PEU

No. 3.

Les Veillées du Père Bonsens se vendent 3 sous par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. Aubin à Bécosil, Comté de Verchères ou au No. 34, Rue St. Gabriel Montréal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaudra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc; destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

La raison les offense; ils se mettent en tête
Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens.
Si quelqu'un, desserre les dents,
C'est un sot. J'en conviens; mais que faut-il donc faire?
Parler de loin, ou bien se taire.

Le bon homme LA FONTAINE.

Deuxième Entretien.

(Suite.)

Où le Père Bonsens fait comprendre, à Quenoche qui sont ceux qui doivent se mêler de politique.—Où il raconte une histoire d'allemands, par laquelle Quenoche, et les voisins apprennent ce que c'est qu'une dette publique et des taxes, l'utilité comparative des vaches, des moutons et des militaires.— Enfin, où le père Bonsens oublie ce qu'il avait promis.

Bonsens.—Vous n'aimez pas la discussion sur les affaires publiques, docteur; serait-ce par hasard de peur d'avoir le dessous, ou bien pour ne pas humilier de vos fortes raisons les gens qui ne pensent pas comme vous?

Le docteur Boudin.—Tenez, monsieur Bonsens, nous sommes de bons voisins et je ne voudrais pas déranger les bonnes relations que nous avons ensemble, de sorte que je n'entreprendrai pas de disputer avec vous sur la politique qui brouille les meilleurs amis. Mais je ne puis pas m'empêcher de vous dire que vous avez tort de parler de grandes affaires

à nos pauvres voisins qui n'y entendent goutte. Pour moi je crois qu'il faut que les cordonniers se mêlent de chaussures, les marchands de leur commerce, les notaires de leurs actes, les docteurs de leurs patients, les habitants de leurs terres et laisser la politique à ceux qui en font métier.

Jean-Claude.—C'est pourtant yraill!
François.—Le docteur pourrait bien avoir raison.

Pétras.—Eh! bien, moi j'aime assez à savoir ce qui se passe et à jaser avec ceux que je rencontre, de ce qui se fait, de ce qui se dit.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir! Pour moi je ne sais trop qu'en dire! Ce que dit le docteur a bien du bonsens; ça n'empêche pas qu'il me semble qu'il me manquerait quelque chose si je ne venais plus écouter le père Bonsens, ou si je ne venais chez lui que pour parler toute l'année de patates, de citrouilles, de vaches, de cochons et de gabouirage. Dites-nous donc un peu ce que vous pensez de ça monsieur Bonsens?

Bonsens.—Je pense que le docteur aurait raison si les gens qui font métier de politique payaient les frais du gouvernement. On serait sûr alors qu'ils penseraient à l'économie; mais comme ce sont les cordonniers, les marchands, les notaires, les docteurs et les habitants qui paient pour tout ce qui se fait, tandis que les politiques sont payés pour ce qu'ils font, je pense qu'il n'est que juste que les payeurs sachent un peu comment on dépense leur argent. Il y a plus même, si par suite de maladresse ou de malhonneteté chez ceux qui conduisent les affaires publiques, la guerre éclate, les politiques, qui en sont la cause, trouvent moyen de s'exempter du service ou de se donner de grosses places pour dans